

ESPACES ETHNIQUES ET SELECTION DES ELITES LOCALES ; L'EXEMPLE DU TOGO

par J.-C. BARBIER, sociologue de l'ORSTOM

1987

Héritiers d'une histoire coloniale, les Etats africains, pour la plupart, sont pluri-ethniques, c'est-à-dire que cohabitent, dans un même espace national, des peuples dont le destin avait été jusqu'alors distinct et qui, parfois, s'étaient violemment opposés.

L'aménagement de cette cohabitation, loin d'être résolu dans de nombreux pays qui connaissent la guerre civile, conditionne la stabilité des nouveaux Etats et la durée de leurs régimes.

A première vue, les pays dotés d'une ethnie largement majoritaire devraient pouvoir résoudre plus facilement cette question : les Baülé en Côte-d'Ivoire, les Akan au Ghana, les Mossi au Burkina-Faso, les Wolof et Sérér au Sénégal, etc. Encore que la stabilité dans ces pays n'en soit pas pour autant garantie, car des groupes minoritaires peuvent jouer les trouble-fête en s'appuyant sur l'armée, ou - autre cas de figure - la compétition se reporte sur les segments de l'ethnie dominante, l'ethnie étant rarement un ensemble unitaire.

Chaque groupe de ce type essaie ainsi d'être présent au niveau national, afin de ne pas être écarté lors de la distribution des richesses. Il le fait par ses élites coutumières (1) qui n'ont pas hésité à entrer dans le jeu politique moderne (par exemple, pour le Togo, les chefs de Glidji et d'Aného, de Vogan, le chef supérieur des Kotokoli, etc.) et, surtout, par ses élites scolarisées qui trouvent place dans l'appareil de l'Etat et essaient d'y atteindre les hauteurs.

Ce mouvement, commencé dès le début de l'époque coloniale (il s'agissait, dans un premier temps, de se rapprocher du pouvoir européen en lui procurant interprètes, soldats, employés, écoliers et en s'initiant à sa religion), s'accéléra avec l'instauration d'une vie parlementaire et les premières élections. Dès 1946, se constituèrent des partis et émergèrent des hommes politiques dont beaucoup firent preuve d'une grande habileté et d'une longue carrière. L'enjeu était d'importance : l'accès au pouvoir politique à l'aube de l'Indépendance. Il a été vécu autant contre les autorités coloniales qu'en rivalité avec les autres forces susceptibles de capter, à leur profit, le nouveau pouvoir.

Au lendemain des Indépendances, le problème majeur a été celui de la légitimité du pouvoir central et la réalisation d'une unité nationale.

Sur quoi les dirigeants ont-ils pu s'appuyer ? Comment ont-ils pu affirmer progressivement l'autorité de l'Etat sur la société civile, quelles ont été leurs stratégies face aux résistances ?

Nombreux ont été les dirigeants à avoir adopté une solution autoritaire. Elle repose sur l'idée que l'Etat reste un corps étranger, extérieur à la société civile (en cela il perpétue les rapports "coloniaux"); face à face qui tourne à l'avantage du premier après la mise au pas et la liquidation des corps intermédiaires (partis politiques, syndicats, églises, chefferies coutumières, etc.), la négation des différences et la promotion du citoyen abstrait (par la scolarisation de masse, l'encadrement de la population par un parti politique, la volonté de susciter une culture dite "nationale" qui, au mieux, s'avère être une compilation des apports ethniques détachés de leur contexte, neutralisés), l'affirmation du rôle moteur de l'Etat dans le développement économique.

Elle a trouvé sa traduction idéologique la plus radicale dans le socialisme "africain", mais les coups d'Etat militaires ont pris la relève dans les années 70 au nom de la lutte contre la corruption des fonctionnaires civils.

Les théories dépendantistes ont vu dans ces nouveaux Etats des appareils aisément manipulables, puisque les classes dirigeantes sont coupées de leur peuple, enfermées dans la recherche égoïste d'intérêts de classe; le président de ce type d'Etat est "marionnette" aux mains des "impérialistes".

Cette optique est en fait réductrice. Elle ne tient pas compte de l'évolution des classes dirigeantes qui, pour se maintenir, se confectionnent des clientèles; ni des capacités d'adaptation et de manipulation que manifestent certains groupes ethniques. Bien que l'Etat vise toujours une emprise de type autoritaire sur la société civile, il doit composer, rechercher un assez large consensus. Il devient ainsi un lieu de compromis. D'où cette ambiguïté des nouveaux Etats africains qui disposent tous d'une législation accordant les pleins pouvoirs à l'Etat, mais qui, dans la pratique, se révèlent exagérément permissifs; double face de Janus de l'Etat à la fois autoritaire et laxiste (2).

Nous devons, dès lors, insister sur le captage des élites locales issues de la décolonisation ~~par le pouvoir central (3)~~, sur l'équilibrage



Fonds Documentaire IRD

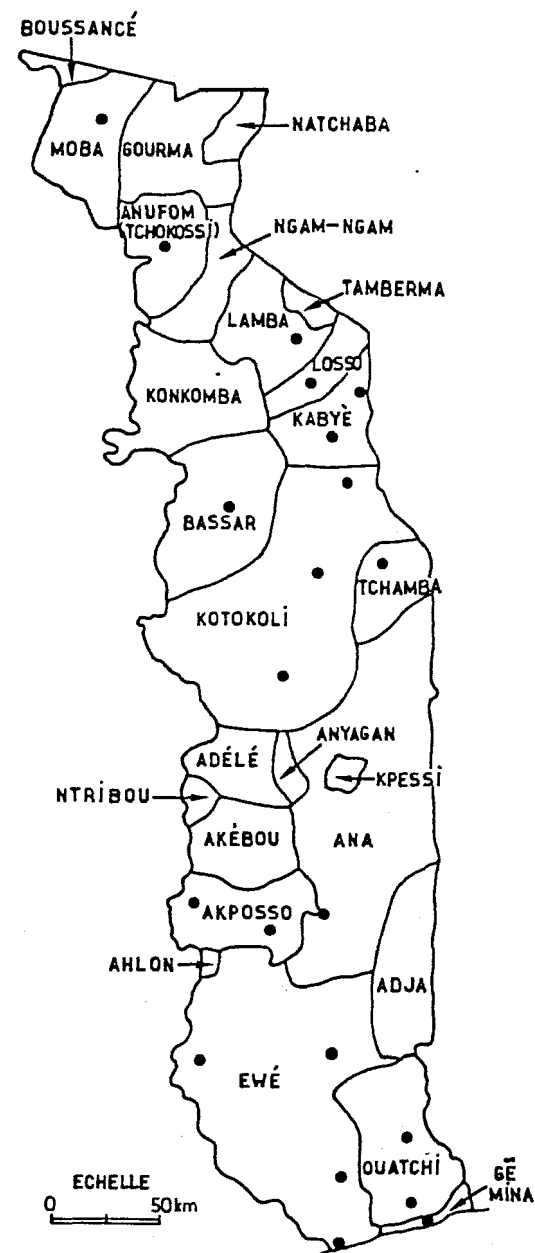
Cote: Bx 22896 Ex: unique

ethnique des corps de l'Etat (composition des gouvernements, recrutement de l'armée, distribution des bourses universitaires, affectation des hauts fonctionnaires et des administrateurs territoriaux, etc.), sur l'intention (parfois la volonté) de lutter contre les disparités régionales, sur la "découverte" du secteur dit "informel" et l'invitation, dans les sphères officielles, de riches commerçants, d'hommes d'affaires, d'entrepreneurs.

Ce compromis de l'Etat avec les réalités ethniques attire l'attention du politologue sur une géopolitique interne à l'espace national : l'Etat dans le jeu inter-ethnique (et non plus seulement l'Etat ballotté au gré des forces extérieures). L'espace différencié redevient une donnée importante. Le pouvoir n'est plus analysé ponctuellement à partir de son centre (étude de sa constitution, biographie de ses dirigeants, discours de son parti), mais il est confronté à des entités régionales qui se sont organisées en autant de groupes de pression. La politique renoue en partie avec l'histoire précoloniale par le biais des stratégies des groupes ethniques et, dans ce contexte où la politique "d'en bas" rencontre la politique "d'en haut" à divers niveaux qu'il convient de déceler, le politologue est demandeur d'une collaboration avec les autres sciences sociales.

L'histoire contemporaine du Togo illustre fort bien un processus de différenciation politique de l'espace en liaison étroite avec le jeu inter-ethnique, à la veille de l'Indépendance, puis la faillite d'un premier gouvernement, qui n'a pas suffisamment tenu compte de certaines tensions sociales et régionales (cf. l'assassinat de Sylvanus Olympio en 1963), et l'échec d'une classe dirigeante "sudiste" paralysée par l'absence d'un leader indiscutable (cf. la lutte Méatchi - Grunitzky). Cette situation de crise a débouché sur une seconde intervention de l'Armée en 1967, qui, au nom de l'unité nationale, instaure un régime de caractère bonapartiste; régime qui a résisté à l'épreuve du temps puisqu'il vient de fêter son 20ème anniversaire. Indéniablement le Général Eyadéma a su affirmer une équation personnelle où se conjuguent la force du militaire, la conviction unitaire du militant, la fidélité du ressortissant à sa culture d'origine, et la capacité du notable à gérer une clientèle large et diverse. Les années 80 sont marquées par le recul du secteur économique public au profit d'une "privatisation" des entreprises de l'Etat, l'acceptation d'une tutelle du FMI, et la mise en sourdine d'un vocabulaire militant incantatoire au bénéfice d'une gestion qui s'avoue volontiers réaliste et pragmatique.

CARTE ETHNIQUE DU TOGO



1 - La politisation de l'espace pluri-ethnique du Togo

Au Togo, un premier clivage s'est établi entre le Comité d'unité togolaise (CUT), favorable à une décolonisation accélérée, et un Parti Togolais du Progrès (PTP) qui souhaitait au préalable une formation suffisante des futurs cadres de l'Etat. Dans un Sud relativement homogène (la civilisation adja-tado pour reprendre la terminologie des historiens) (4), il est significatif que les partis se soient fondés sur une différence du rythme à donner au processus de décolonisation. Au sein même du PTP, cette question, débattue entre le Dr. Pedro Olympio et Nicolas Grunitzky, justifia idéologiquement, au-delà des conflits manifestes de personnes, la formation, en 1955, d'un nouveau parti, le Mouvement Populaire Togolais (MPT), dont R. Cornevin nous dit qu'il "se place sous un angle plus nationaliste que le PTP" (5). Face à un CUT impatient, sentant le vent en poupe après ses premiers succès de 1946, ouvertement anti-colonial, et dont certains dirigeants lorgnent avec sympathie du côté de la Gold-Coast britannique, la France encourage un PTP réformiste et francophile dont le leader, N. Grunitzky, député en 1951, fut Premier Ministre de la République autonome du Togo, de 1956 à 1958.

Bien que les Adja de Tado, les Watchi du Sud-Est togolais, les Ewé de Notsè et du littoral, les Anlo de la rive gauche de la Volta, etc., n'aient jamais constitué une seule entité politique, pas même au niveau de l'un des groupes, ils se trouvèrent tous mobilisés par un nationalisme dont l'espérance était de réunir les Ewé de Gold-Coast, ceux du Togo britannique, et ceux du Togo français. Les Mina, installés sur le littoral, linguistiquement quasi assimilés aux populations de l'intérieur, participèrent à ce mouvement. Au-delà de ce mouvement, était perçue la reconstitution du Togo allemand que la guerre 14-18 avait scindé en deux.

Dans cette civilisation adja-éwé, les différenciations internes (territoriales et sociales) ne sont pas suffisamment accusées pour donner prise à des choix politiques contrastés. Les communautés villageoises sont juxtaposées, à égalité, au sein d'un ensemble paysan où les seuls centres qui émergent quelque peu correspondent à des marchés ruraux.

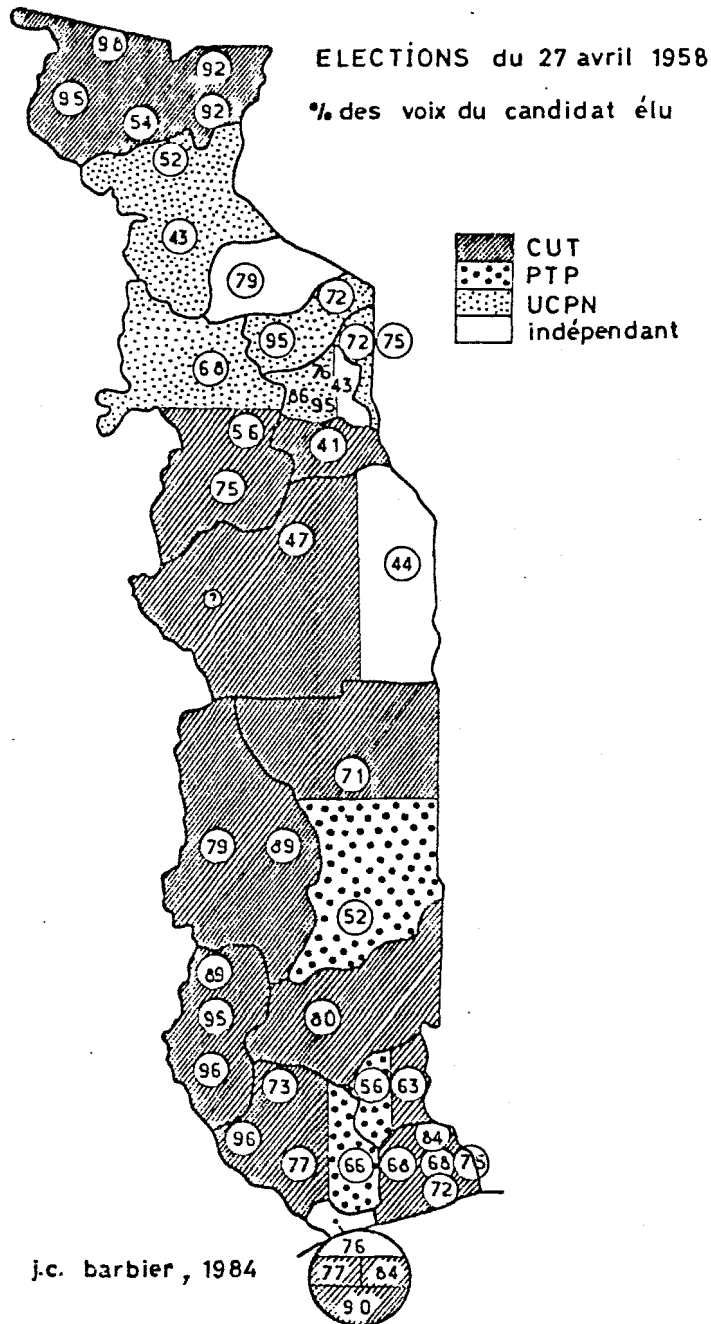
Cependant, dans cet espace, les "Mina" du littoral togolais ont été amenés à jouer un rôle historique lié à l'économie de traite des XVII^{ème} et XIX^{ème} siècles. En effet, la relative abstention des Adja et des Ewé vis-à-vis des spéculations majeures de cette époque laissa finalement la place

libre à d'autres groupes. Ce furent d'abord les Gē, venus de l'ouest (régions d'Accra et d'Elmina) à l'extrême fin du XVII^{ème} siècle. Ils s'installèrent à Glidji, puis à Aného, exerçant une hégémonie locale, bientôt minée par des rivalités internes entre les grandes familles. Mais cette impasse politique n'empêcha pas les affaires de fructifier. Etablis sur le cordon dunaire, entre lagunes et océan, avec l'autorisation des populations préexistantes, ils s'imposèrent rapidement dans un rôle d'intermédiaires de plus en plus autonomes entre Européens et populations locales. Vinrent les rejoindre, animés de la même stratégie, d'anciens esclaves libérés, ayant séjourné en Amérique latine, qu'on appela pour cette raison "les Brésiliens". Enrichis par le commerce, tous ces nouveaux venus, qui n'avaient pas de territoire clanique, acquièrent auprès des populations autochtones de vastes terrains sur le littoral, où ils ouvrirent des plantations de cocotiers, et sur les terres de barre de l'intérieur propices au développement du palmier à huile. Ils se constituèrent ainsi en bourgeoisie terrienne, pour qui l'appropriation foncière n'est plus étroitement soumise au droit d'usage. A Lomé, s'ajoutèrent à cette première strate des commerçants étrangers (Sierra-Léonnais, Allemands, etc.), qui fuyaient le système d'imposition que la Grande-Bretagne avait instauré en Gold-Coast. Ces élites locales, commerçants et planteurs, étaient déjà en place à l'arrivée des Allemands. Elles jouèrent un rôle de tout premier plan dans le développement des milieux urbains d'Aného et de Lomé. Elles forment encore aujourd'hui, de "grandes familles" bourgeoises, dont l'influence ne s'est jamais démentie (6).

Ce rôle spécifique de courtiers, qu'a été celui des Mina du Togo, au même titre que les Dwala du Cameroun et bien d'autres groupes des côtes africaines de l'époque, s'est trouvé renforcé conjointement à une assimilation linguistique, religieuse et culturelle à l'univers éwé; si bien, qu'aujourd'hui, la différenciation peut apparaître plus sociale qu'ethnique. Ainsi le perçoit C.M. Toulador qui établit une distinction entre, d'une part, les "Afro-brésiliens", "riches commerçants réunis autour du C.U.T. qui prônait l'indépendance immédiate et dont les préférences pour le monde anglo-saxon furent bien marquées", d'autre part, "les métis germano-togolais, de formation universitaire remarquable et rassemblés au sein du francophile PTP qui se révéla être un véritable parti de cadres"(7). La segmentation de caractère ethnique ressurgit cependant d'une façon manifeste au niveau d'Aného, où les grandes familles gē et mina sont en vive compétition pour l'exercice d'une hégémonie locale et sollicitent des appuis externes : les diverses missions

chrétiennes, les puissances coloniales (Anglais, Français, Allemands), les partis politiques, etc.. Au lendemain de la dernière guerre mondiale, le chef d'Aného, Lawson, soutient le PTP contre les cutistes qui avaient gagné en 1946; ceux-ci perdent la circonscription électorale d'Aného à l'occasion d'une élection partielle en 1950. Le pluripartisme est également manipulé au siège de certaines chefferies de canton du pays éwé par les unités lignagères en comptétition, qui revendiquent leur droit à accéder à ce nouveau pouvoir que l'administration coloniale a institué.

Mais, c'est surtout au Nord-Togo que l'ordre ethnique détermine le jeu politique. Il déclenche d'abord un réflexe régionaliste, comme en d'autres pays (Cameroun, etc.), les premières élites prenant conscience de leur retard par rapport au Sud, de leur minorité au sein des formations politiques existantes, du peu d'intérêt qui est accordé à leur région, économiquement beaucoup moins développée. Le CUT, par exemple, est obnubilé par la question éwé, si bien que certains Nordistes, si l'on en croit C.M. Toulabor, auraient redouté une réunification des deux Togo au terme de laquelle le poids des Ewé se serait accru (8). De là, la naissance de l'Union des chefs et des populations du Nord (UCPN), en 1951, où les leaders de ce parti comptent sur le soutien actif des chefs et l'autorité coutumière qu'ils exercent sur leurs populations. Paradoxalement, ce sont les sociétés sans chef traditionnel, de type acéphale (Kabyè, Losso, Lamba, Konkomba) qui, du fait de leur plus grande homogénéité interne, sont les plus unanimes à suivre l'UCPN, lui assurant une dizaine de sièges aux élections législatives de 1958 et montrant par là qu'il s'agit bien d'une réaction régionaliste et non le résultat d'une tyrannie de chefs qui voudraient maintenir leur influence et préserver leurs privilèges. Les sociétés à chefferie, plus hétérogènes dans leur peuplement ont, au contraire, donné prise à une projection des clivages politiques existant au niveau national. En pays bassar et kotokoli, notamment, UCPN et CUT se partagent, non les personnes, mais les communautés résidentielles. A Sokodé, il est par exemple symptomatique que l'antagonisme qui existe entre les quartiers Didaüré et Koma s'actualise à chaque élection. Cette logique n'a rien à voir avec le contenu proprement politique des divers partis en présence et elle ne s'appuie pas sur les inégalités sociales internes au sein des divers groupes : le clivage est d'ordre ethnique et historique; il préexiste aux enjeux politiques du moment, qui n'en représentent que la manifestation "moderne" (9).



2 - De Sylvanus Olympio au Général Eyadéma ; ou comment réussir le captage des élites locales.

Grand vainqueur des élections, le CUT porta son leader à la présidence, lequel s'empressa d'écarter ses rivaux, au sein même du mouvement CUT comme le montre son conflit avec les membres de la Juvento (ex-mouvement de la jeunesse cutiste et parti allié lors des élections de 1958), et d'instaurer le parti unique. Bon gestionnaire, économe dans la redistribution des richesses de l'Etat, Sylvanus Olympio crut pouvoir s'appuyer sur les résultats électoraux, qui lui étaient favorables, et se dispenser d'établir les alliances qui auraient consolidé son régime : exil et non-récupération de ses rivaux politiques, destitution de nombreux chefs coutumiers, dont Issifou Ayéva, Uro éso des Kotokoli du Tchaüdjo (10), faible participation de "Nordistes" au gouvernement (11) etc...

Le coup d'Etat qui mit fin à son régime et à sa vie, dès janvier 1963 (ce fut le premier coup d'Etat militaire en Afrique, et, Sylvanus Olympio, le premier président victime de sa fonction), était de nature corporatiste : des militaires togolais de l'armée française, qu'il ne voulait pas réintégrer pour des raisons budgétaires, mettaient ainsi en évidence son isolement et celui de son parti, disqualifié par de nombreux excès (matraquage des militants des partis rivaux, très nombreux emprisonnements etc.). Mais cette intervention de l'Armée portait en germe un régime militaire (l'Armée, seule véritable force nationale sur laquelle le pouvoir puisse s'appuyer pour durer), qui s'est actualisé en 1967, et un changement de domination interne au bénéfice du groupe kabyè (fortement représenté au sein de l'Armée).

Contrairement à Sylvanus Olympio, le nouveau régime essaya de se concilier les élites politiques existantes : table-ronde de réconciliation nationale sous le gouvernement Grunitzky, élection de mai 1963 sur liste bloquée où chaque parti politique eut droit à autant de députés, postes attribués à des leaders de la période coloniale (Djobo Boukari, Mama Fousséni, Noé Kutuklui, Théophile Mally, Antoine Méatchi, Alex Mivédor etc..), maintien d'une forte proportion de "Sudistes" au sein des instances dirigeantes, etc..

Avec l'exercice direct du pouvoir par le Général Eyadéma à partir de 1967, et suite au soutien populaire dont le nouvel homme fort du Togo a incontestablement bénéficié dans sa lutte anti-impérialiste pour nationaliser les phosphates de Kpémé (1972-1974) (cette adhésion atteindra son apogée en février 1974 avec l'accident d'avion - dit "attentat de Sarakawa" - d'où le

président sorti miraculeusement indemne), le régime n'a plus besoin de composer avec les hommes politiques de la période antérieure. Assuré de son hégémonie de par la nature militaire du régime, le pouvoir central peut désormais élaguer, sélectionner les élites locales à sa convenance, en prenant soin toutefois de ce que toutes les communautés ethniques s'y retrouvent. Les leaders historiques laissent la place à de nouveaux venus, inconnus au niveau national, dont la principale qualité est de "représenter" leur région d'origine et d'oeuvrer, sans esprit partisan, pour l'unité nationale enfin retrouvée ; bref, des représentants nécessairement dociles vis-à-vis du pouvoir "d'en-haut".

La mort, le 11 janvier 1983 de Mama Fousséni, Grand Chancelier de l'ordre du Mono et ex-président de l'Union des musulmans du Togo (UMT), en disgrâce depuis un certain temps ; celle, plus dramatique (12), d'Antoine Méatchi, survenue le 26 Mars 1984, à l'âge de 59 ans, dans la prison de Mango où il était incarcéré depuis décembre 1982 à la suite d'un détournement de fonds à Togograin dont il était le Directeur ; enfin, celle du colonel Koffi Kongo, Inspecteur des Forces Armées Togolaises et l'un des rares officiers supérieurs originaires du sud du pays, le 29 mars 1985 (13), tourne en quelque sorte la page d'une époque.

La vie parlementaire réapparaît bien timidement, à la suite des élections législatives du 30 décembre 1979, où les députés furent présentés sur une liste du RPT et plébiscités en bloc.

Le 14 octobre 1984, le procès de "démocratisation" est officiellement relancé à l'occasion du renouvellement des conseils municipaux et préfectoraux, mais le mode de désignation reste identique ainsi qu'on va le voir avec l'exemple de la préfecture du Tchaoudjo, dans le centre du Togo.

3 - Une étude de cas : le renouvellement des conseillers municipaux et préfectoraux dans la préfecture de Tchaoudjo, en octobre 1984.

Le contexte économique déflationniste, où l'Etat n'a plus d'emplois salariés à accorder, n'est doute pas étranger à la promesse d'une démocratisation des instances territoriales ; promesse qui finalement l'engage peu dans sa nature (il s'agit d'une démocratie qui reste largement formelle) et ne lui coûte pas cher.

Dans une conjoncture particulièrement défavorable (le Togo a été reconnu comme faisant partie du contingent des pays les moins avancés et a demandé - et reçu - l'aide et le contrôle du Fonds monétaire international (FMI), l'Etat doit faire preuve d'imagination pour maintenir son image de généreux donateur. Il lui reste à distribuer des jours fériés non prévus dans le calendrier officiel (toujours annoncés au dernier moment comme une grâce présidentielle), les spectacles de la Cour que sont chaque réception de personnalités étrangères à Kara et la célébration des fêtes traditionnelles du pays kabyè (événements complaisamment retransmis par la télévision nationale), des lois sociales qui ne coûtent rien, comme celle qui "protège la jeune fille" (du moins celle qui fréquente un établissement scolaire), en frappant de lourdes peines les géniteurs irresponsables (1984) ou encore la mise à la retraite, à partir du 1er avril 1985, des travailleurs ayant 30 ans de service dans la Fonction publique, afin de libérer des postes et d'intégrer quelques uns des jeunes diplômés qui chôment depuis un ou deux ans (14).

La relance des instances supposées être représentatives du peuple peut être considérée comme liée en partie à cette nécessité, pour le pouvoir central, d'être un lieu de promotion pour les individus et les groupes qui s'y réfèrent et lui font acte d'allégeance.

Les conseillers préfectoraux sont au nombre de 15 pour les préfectures de moins de 75 000 habitants, de 21 pour celles de plus de 75 000 habitants. Les conseillers municipaux sont au nombre de 11 pour les communes de moins de 10 000 habitants, de 15 pour une commune de 10 à 50 000 habitants, enfin de 17 pour celles de plus de 50 000 habitants (15).

Ces élections au suffrage universel, mais sur listes uniques, ne sont pas significatives en elles-mêmes. Elles ne sont que l'aspect final (et formel) d'un procès commencé par le dépôt des candidatures au sein du parti, et dont le point culminant a été la publication officielle des listes soumises à élection. L'enjeu réel s'est situé au moment de la constitution des listes, qui n'a pas été sans tractations internes au parti politique et à l'Administration, tant au niveau local qu'aux échelons supérieurs; ces deux instances se trouvant réunies en la personne du préfet, commissaire régional du RPT. C'est dire que les listes ont été élaborées avec le plus grand soin. Elles ont été l'occasion, pour les pouvoirs publics, de consolider et d'élargir le soutien au gouvernement du pays.

Dès lors, il importe de vérifier l'assise que se donne l'Etat par cette reconnaissance des élites locales, de connaître également les principes de la sélection qu'il opère. Nous avons pu le faire pour la préfecture de Tchoundjo dont le siège est la ville Sokodé, seconde agglomération du pays avec près de 50 000 habitants au recensement de 1981.

On constate d'abord que, d'une façon générale, une attention particulière a été apportée à l'origine ethnique et au lieu de résidence des conseillers, afin que chaque groupe s'y retrouve... du moins ceux dont le poids social ne saurait être négligé.

L'important quartier de Tchawanda (6 773 hab.) n'est cependant pas représenté au conseil municipal, victime sans doute d'une certaine bipolarisation née de l'antagonisme local entre Didaüré-Kulundê (7 conseillers pour 16 150 hab.) et Koma (3 conseillers pour 5 430 hab.) (16). Cependant, le quartier voisin d'Akamadê, qui est dans le prolongement de Tchawanda et qui partage une même histoire, dispose d'un conseiller municipal. Tchawanda est par ailleurs présent au conseil préfectoral avec un titulaire et deux suppléants.

Tabl.1 - Lieu de résidence des conseillers élus
le 14 octobre 1984 (Préfecture de Tchoundjo)

| Quartier de résidence | Pop. tot. en 1981 | Nombre de conseillers | | |
|-----------------------|-------------------|-----------------------|--------------|-----------|
| | | Municipaux | Préfectoraux | Total |
| Didaüré | 11 494 | 4 | 2 | 6 |
| Kulundê | 4 656 | 3 | / | 3 |
| Zongo | 1 372 | 3 | / | 3 |
| Kossobio | 3 583 | 2 | / | 2 |
| Kpalo-kpalo | 2 071 | / | / | / |
| Barrière | 3 029 | 2 | / | 2 |
| Tchawanda | 6 773 | / | 3 | 3 |
| Akamadê | 2 599 | 1 | / | 1 |
| Kag-nyidê | 525 | / | / | / |
| Bariki | 964 | 1 | / | 1 |
| Koma | 5 430 | 3 | 1 | 4 |
| Salimdê | 1 042 | / | / | / |
| Nada | 531 | / | / | / |
| Kpagalam | 3 858 | 2 | 1 | 3 |
| Kédia | 386 | / | / | / |
| Akokodê | 73 | / | / | / |
| Sokodé non dét. | | / | 5 | 5 |
| Hors Sokodé | | / | 6 | 6 |
| N.D. | | / | 1 | 1 |
| Total | 47 465 | 21 | 19 | 40 |

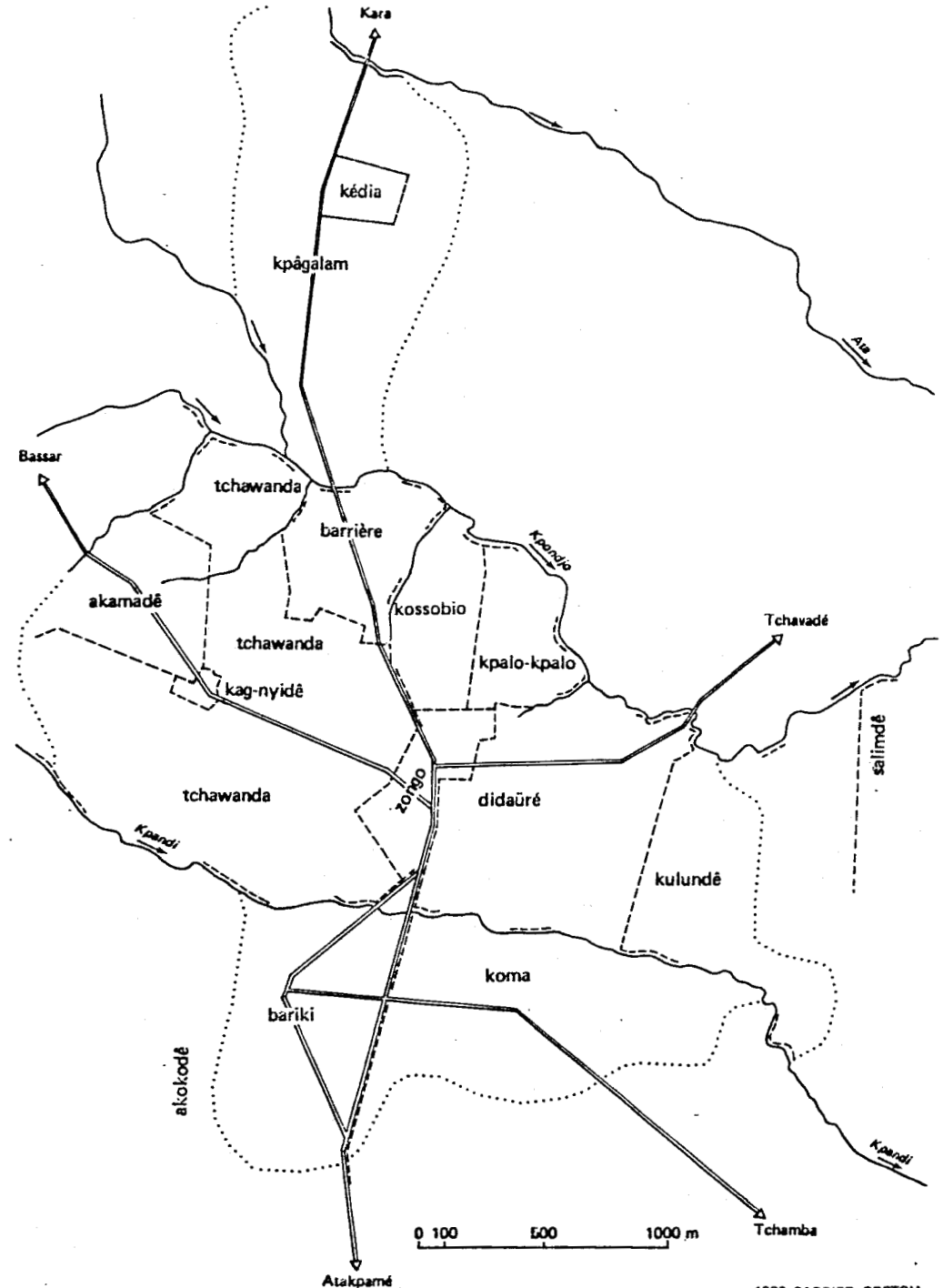
Les quartiers dont le standing résidentiel est le plus élevé ont été bien servis : Kulundé, Kossobio, Zongo et Kpagalam. La banlieue rurale (Salimdé, Nada, Akokodé), par contre, n'est pas intégrée ; le quartier sous-équipé de Kpalo-kpalo reste ignoré.

Au sein du conseil préfectoral, la ville de Sokodé est sur-représentée avec 72 % des membres, alors que l'agglomération abrite la moitié seulement de la population totale de la préfecture. En dépit des slogans qui prônent la révolution verte, les citoyens restent largement privilégiés !

La répartition ethnique des conseillers est empreinte du même souci : toucher tous les groupes qui apparaissent consistants et qui reposent sur une certaine solidarité. Là aussi les dosages sont "savants". L'introduction de ce second critère impliquerait qu'on positionne les conseillers dans un tableau à double entrée ; en fait domiciliation et appartenance ethnique vont souvent de pair dans le cas de l'agglomération sokodéenne.

Tabl.2 - Appartenance ethnique et clanique des conseillers municipaux et préfectoraux

| Ethnie/clan | | Conseillers (titul. et suppl.) | | | |
|--------------------|-------------|--------------------------------|----------|-------|---|
| | | Municip. | Préfect. | Total | |
| Non Kotokoli | Mina ... | 4 | / | 4 | |
| | Kabyè... | 1 | 2 | 3 | |
| | Losso... | / | 1 | 1 | |
| | Bassar... | 1 | 1 | 2 | |
| Kotokoli | "Soudanais" | Traoré... | 2 | / | 2 |
| | | Turé..... | 1 | 1 | 2 |
| | | Mendé.... | / | 1 | 1 |
| | | Cissé.... | 1 | 1 | 2 |
| | Tèmba (17) | Mola..... | 5 | 4 | 9 |
| | | Daro..... | 1 | / | 1 |
| | | Tabolu... | 1 | / | 1 |
| | | Kpandé... | / | 1 | 1 |
| | | Uruma.... | 2 | / | 2 |
| | | Tcharé... | 1 | / | 1 |
| | | Luwô..... | / | 1 | 1 |
| | Nintché.. | / | 2 | 2 | |
| | Sengbé... | / | 1 | 1 | |
| Dikéni... | / | 1 | 1 | | |
| Peul | Turé..... | / | 1 | 1 | |
| N.D. | | 1 | 1 | 2 | |
| TOTAL | | 21 | 19 | 40 | |



Les "autochtones", c'est-à-dire les Kotkoli, sont largement majoritaires. La plupart des groupes "étrangers" sont néanmoins représentés : fonctionnaires originaires du Sud, dont le point de chute à Sokodé est le quartier Kossobio, immigrés kabyè, notamment à Barrière. Mais Hawsa et Nago (commerçants Yoruba) n'ont pas de conseillers pris dans leurs rangs et la zone de colonisation kabyè-losso, au sud de Sokodé, est sous-représentée, avec un seul conseiller (encore ce dernier est-il Bassar et instituteur).

Les diverses composantes du peuplement kotokoli sont par contre bien pourvues. Les Mola, bien sûr, qui ont été les fondateurs des chefferies constitutives de la grande chefferie du Tchaüdjo, et le clan allié des Daro, leurs intronisateurs ; mais aussi les vieilles souches montagnardes (Uruma, Tcharé, Luwô, Nintché, Dikéni, etc.), qui ne nourrissent aucun complexe vis-à-vis des Mola ; sans oublier les populations tèm, installées à Sokodé avant l'arrivée des Allemands : Tabolu à Kulundé et Kpandé à Tchawanda. Les Peuls sédentarisés, assez nombreux dans la région d'Agoulou, sont également représentés. Enfin, les Kotokoli d'origine "soudanaise" : Traoré, Turé, Mendé, Cissé, etc., fondateurs du grand quartier Didaüré, naguère village autonome sous la protection des chefs supérieurs du Tchaüdjo, ont été considérés selon leur importance.

En dépit des quelques inégalités que nous avons relevées dans la répartition des conseillers selon les quartiers et les groupes à caractère ethnique, la volonté des pouvoirs publics est manifeste : c'est celle qui anime le RPT depuis sa fondation et qui prône un large rassemblement des élites pour agréer l'action du chef de l'Etat. Des marches de soutien sont d'ailleurs suscitées chaque fois que celui-ci prend une décision considérée comme importante, et, régulièrement chaque année à l'occasion de fêtes néo-traditionnelles organisées au niveau de chaque préfecture sous l'égide des pouvoirs publics, dans le contexte d'un retour à l'authenticité culturelle. Lors de ces manifestations, chaque quartier ou groupe ethnique de Sokodé, accompagné de son folklore, rivalise d'ardeur avec les autres .

Le dosage effectué par les autorités du parti et de l'Etat est par contre beaucoup moins égalitaire en ce qui concerne les groupes socio-professionnels. Alors que Sokodé est une ville qui vit en grande partie du commerce, de l'artisanat et des transports, ainsi que de l'agriculture, aucun conseiller n'en représente les agents économiques. Les conseils sont peuplés d'une élite intellectuelle qui fait penser à la IIIème République

française, dont on a pu dire qu'elle reposait sur les instituteurs de l'école publique et laïque : des enseignants, des agents de la Santé, des employés des services publics, bref des fonctionnaires. Seuls un chef de village et un employé d'une maison de commerce (la succursale de la SGGG) ne relèvent pas du secteur public. Le thème d'un peuple ignorant et immature sous-tend de toute évidence un tel choix, commun à de nombreux pays du tiers-monde.

"L'autoritarisme politique repose sur un autoritarisme social diffus et récurrent... qui insiste sur les valeurs de hiérarchie et d'obéissance... Tout détenteur d'une position d'autorité et de pouvoir est approché avec le respect que l'on doit à l'ainesse ; de leur côté, les cadres politiques et administratifs considèrent volontiers leurs concitoyens comme immatures, et l'infantilisation du peuple est l'un des traits saillants de la pratique de l'Etat sur le continent (africain)..." (19).

Il convient toutefois d'indiquer que l'Union nationale des femmes togolaises (UNFT) recrute beaucoup parmi les vendeuses du marché, ce qui lui assure une indéniable base populaire.

Tabl.3 - Répartition des conseillers municipaux et préfectoraux (titulaires et suppléants), selon leurs activités économiques, en 1984 (Préfecture de Tchaoudjo).

| Activités économiques | Conseillers | | | |
|---------------------------|-------------|----------|-------|------|
| | Munic. | Préfect. | Total | % |
| Enseignants écoles publ. | 12 | 15 | 27 | 67,5 |
| Employés services publ... | 5 | 2 | 7 | 17,5 |
| Agents de la Santé..... | 3 | / | 3 | 7,5 |
| Employés maison de comm.. | 1 | / | 1 | - |
| Divers | / | 1 | 1 | - |
| N. D. | / | 1 | 1 | - |
| Total | 21 | 19 | 40 | 100 |

En dépit de quelques défaillances, que nous venons de relever, la cooptation des élites de la préfecture de Tchaoudjo aboutit à une certaine représentativité des principaux groupes en présence. Y aurait-il donc, pour

Tabl. 4 - Répartition de la population active (12 ans et plus) de la ville de Sokodé selon la branche d'activité, en 1981

| Branches d'activité économique | en % |
|---|--------------|
| Agriculture, élevage, pêche, sylviculture | 17,8 |
| Artisans et ouvriers de l'industrie manufacturière | 11,1 |
| Bâtiments et travaux publics, électricité et gaz .. | 9,3 |
| Commerce, restauration, hôtellerie | 24,1 |
| Transports, entrepôts, communications | 9,1 |
| Services publics et privés | 22,9 |
| N.D. | 5,7 |
| Total | 100,0 |

un Etat clientéliste, une sorte de contrat tacite entre le chef de l'Etat et son peuple, sur le thème du rassemblement ? Un Etat qui serait un arbitre impartial vis-à-vis des groupes en compétition, et dont les dosages seraient marqués du sceau de l'égalité ?

4 - Le remaniement de l'espace inter-ethnique

Tirant la leçon de l'échec de S. Olympio, le régime du Général Eyadéma se garde bien de conflits frontaux qui braqueraient contre lui une population locale ou une catégorie sociale. Certains compromis sont laborieux et leur élaboration prend beaucoup de temps, ainsi la nomination d'un nouveau chef supérieur, Uro éso, des Kotokoli enfin prononcée en public le 16 juin 1986, alors que le souverain précédent était décédé six ans auparavant, le 30 juin 1980. Indéniablement, l'Etat reste encore sensible à l'opinion, aux groupes de pression ; inlassablement, il cherche à rallier le plus grand nombre. Néanmoins, le contrôle qu'il exerce interdit toute émergence de forces réellement représentatives ainsi que le montrent les dernières élections législatives du 24 mars 1985, où le Président avait pourtant promis que "les candidats ... voleront de leurs propres ailes" : sur les 216 candidats déclarés, dont les noms furent communiqués à la presse par le ministre de l'Intérieur, seuls 131 purent effectivement mener campagne (20). La sélection des élites locales devient, de ce fait, une opération de manipulation au sein de chaque groupe ; et c'est bien sûr l'Etat qui règle leur figuration sur la scène du théâtre national, parfois dans ses moindres détails. On peut s'attendre, en conséquence, à d'importants remaniements de l'espace inter-ethnique ainsi contrôlé.

J.-F. Bayard nous dit que les rapports entre l'Etat et les élites locales sont au coeur d'un processus de recherche hégémonique dont l'enjeu "est la transformation en une classe sociale homogène des divers groupes qui prétendent à la domination et auxquels l'Etat apporte un lieu de rencontre et de médiation conflictuelle" (21). Encore que l'Etat ne soit pas un simple cadre, mais agisse sur ces élites locales par ses instances suprêmes (le chef de l'Etat dans la plupart des systèmes hyperpersonnalisés d'Afrique noire), son administration territoriale et le parti unique chargé d'encadrer les populations, les élagant à sa convenance, écartant, en leur sein, certains leaders pour en soutenir d'autres, les susciter, lorsqu'elles sont déficientes, afin de contrebalancer le dynamisme d'un autre groupe ethnique, etc...

Dans le cas du Togo, la symbiose entre ces élites locales semble assez avancée dans le Sud, et ceci avant même l'Indépendance. Certes, les rivalités sont vives entre personnes influentes, mais elles restent des rapports inter-individuels, voir des querelles entre grandes familles, et on n'imagine pas qu'elles puissent dégénérer en conflits mettant aux prises des collectivités ethniques. La forte scolarisation de cette partie du Togo, l'influence des religions chrétiennes, le grand nombre de mariages mixtes, sur un substrat socio-culturel peu contrasté, ont sans nul doute favorisé cette convergence des élites et leur fusion au sein de l'appareil de l'Etat.

Le président Eyadéma, s'il a été l'auteur d'un important rééquilibrage entre Sud et Nord du pays, s'est toujours appuyé sur une partie de l'élite intellectuelle du Sud. Sur six gouvernements, entre 1967 et 1984, près de la moitié des ministres ont été recrutés parmi eux ; et ceux-ci deviennent largement majoritaires au sein de l'équipe dirigeante formée le 13 septembre 1984 (10 membres sur 16), dont on a dit qu'elle était issue d'un remaniement "technique".

Au Nord-Togo, les élites restent au contraire étroitement solidaires de leur groupe d'origine et relativement méfiantes les unes par rapport aux autres.

Poursuivant une logique de parti politique dominant, S. Olympio n'avait introduit dans son gouvernement que deux personnalités du Nord, de second rang d'ailleurs : un Moba, instituteur, et un Anufôm (Tchokossi) de Mango ; et qui disparurent dans le troisième gouvernement. Dans ces conditions, le Général Eyadéma aura beau jeu de s'attribuer le rôle historique de Père de la Nation, d'artisan de l'Unité nationale. Préconisant une politique de rééquilibrage entre les régions, mise en oeuvre dans d'autres pays (au Cameroun, par exemple), l'Administration recrute des ressortissants du Nord sur des diplômés de moindre niveau. C.M. Toulabor témoigne du vif ressentiment des élites togolaises devant cette politique qui, dans la pratique, peut dégénérer en favoritisme, par exemple quant à l'attribution de bourses d'études ou de stages (22). Quoiqu'il en soit, le Togo "nouveau" a réussi à intégrer, dans son espace national, l'important groupe kabyè, jusqu'alors considéré comme une société de montagnards attardés.

Avec le Général Eyadéma, les Kabyè et les populations voisines qui leur sont apparentés (Losso, Lamba, etc.) se sentent citoyens à part entière. Moins scolarisées que les autres populations, restées en dehors des grandes villes, ces ethnies ont vu leur sort s'améliorer grâce aux missions chrétiennes qui y ont poursuivi une importante oeuvre scolaire, à l'Armée et à la Gendarmerie qui y ont recruté la plupart de leurs éléments, à l'administration française qui, depuis 1925, a dirigé, puis encouragé, une vaste entreprise de colonisation agricole de Sokodé à Notsé, le long de l'axe routier et ferroviaire, enfin grâce au pouvoir présidentiel qui, à force de sollicitude, a promu Kara au rang de capitale régionale (23). De montagnard quelque peu marginal, le Kabyè est devenu colon agricole, dont tout le monde reconnaît le labeur et le mérite qu'il a de mettre en valeur des zones jusqu'alors peu occupées, vendeur de produits vivriers pour le ravitaillement des villes, puis fonctionnaire occupant de hauts postes. A.M. Pillet - Schwartz situe désormais les migrations rurales des Kabyè et des Losso dans "l'ère de la Nouvelle Marche" :

"Lorsqu'en 1966, B. Lucien-Brun (24) entreprit son travail de terrain sur les migrations rurales des Kabyè et des Losso, la situation politique et économique du Togo était très différente de ce qu'elle est aujourd'hui... Le Nord est sorti de son isolement. Ciment de l'unification, l'axe routier qui relie Lomé à la Haute-Volta est intégralement goudronné entre 1972 et 1980 : cinq heures de voiture suffisent désormais pour gagner Lama-Kara. Il est loin le temps qu'évoquent certains vieux, quand Kabyè ou Losso descendaient à pied vers le Sud en agitant des clochettes pour chasser les animaux sauvages et les mauvais génies. La route de la main-d'oeuvre (le tronçon Kanté-Blitta) est devenue la "route de l'unité nationale". Région d'émigration, le Nord est devenu une région à part entière" (25).

Intégration sociale, mais qui reste encore très loin d'une symbiose, même si quelques officiers et hauts fonctionnaires kabyè recherchent une alliance matrimoniale avec les grandes familles de la côte.

Mais le Nord-Togo n'est nullement homogène et on est en droit de se demander à qui profite ce rééquilibrage entre régions méridionale et septentrionale du pays. En y regardant de plus près, on assiste à une inversion sociale entre Kotokoli et Kabyè, deux groupes également tendus vers l'exercice d'une hégémonie régionale. Organisés autour d'une importante chefferie, le Tchaouïdo, les populations kotokoli ont constitué, avec les Anufôm de Sansanné-Mango, les deux forces militaires sur lesquelles les

Allemands ont pu s'appuyer lors de leur pénétration coloniale vers le Nord. Sokodé, principale agglomération du pays kotokoli et aujourd'hui seconde ville du Togo, a longtemps joué un rôle de capitale régionale. Premiers défenseurs des intérêts de cette partie du pays, fondateurs en 1951 de l'Union des chefs et des populations du Nord (UCPN), les hommes politiques kotokoli ont, par la suite, été victimes de leurs propres dissensions. Du fait d'antagonismes hérités de l'histoire, entre communautés territoriales voisines, les Kotokoli se sont prêtés à une forte pénétration du CUT, contribuant ainsi à la défaite électorale de la coalition UCPN/PTP de 1958. Ils n'en ont pas pour autant retiré de bénéfices, puisque S. Olympio alla chercher les deux ministres de son gouvernement censés représenter le Togo septentrional dans l'extrême nord du pays, où son parti avait dépassé 90 % des suffrages exprimés. Ils en ressortirent meurtris dans leurs dissensions, qui avaient été avivées, avec, de surcroît, leur principal chef coutumier en exil. Les Kabyè, grâce à leur poids démographique et aux nombreux éléments qu'ils avaient dans l'Armée, prirent la relève. Leur leadership au niveau national, consolidé par une alliance avec une partie des élites du Sud, se répercuta dans le Nord par une concentration des opérations de développement, des investissements publics, etc. au bénéfice de la ville de Kara et de sa région. Kara est en passe de devenir capitale régionale. Elle est, d'ores et déjà, le lieu de multiples rendez-vous diplomatiques entre le chef de l'Etat et ses partenaires des pays voisins ou amis. L'aménagement territoriale en tient le plus grand compte. Tout est mis en oeuvre pour brancher sur ce nouveau pôle le pays kotokoli de la région de Bafilo, ainsi que le pays bassar, en commençant par sa partie septentrionale (Kabou). Les investissements publics sont au contraire beaucoup plus rares à Sokodé et à Mango, les villes voisines.

Le dernier découpage concernant les régions administratives, en date du 23 juin 1981, confirme l'importance croissante de Kara, puisque la région dont elle est le siège englobe désormais les préfectures de Bassar (peuplée de Konkomba et de Bassar) et d'Assoli (83,2 % de Kotokoli au recensement de 1981), au détriment de la Région centrale, qui, elle, gravite autour de Sokodé.

La représentation des élites du Nord au sein du Gouvernement témoigne de cette évolution. Des ministres kabyè y entrent sitôt le putsch du 13 janvier 1963, mettant ainsi à profit l'action de leurs compatriotes

Tabl. 4. Composition ethnique des instances supérieures de l'Etat Togolais (a)
d'après YAGLA - 1978 et BARRIERE - 1987.

| | Gouvernement | | | Bureau politique du RPT | | | Comité central du RPT | | | | |
|----------------------------|------------------|-------------------|-----------------|-------------------------|-------------|------------|-----------------------|-------|-------|-------|-------|
| | Sylvanus OLYMPIO | Nicolas GRUNITZKY | Général EYADEMA | | | | | | | | |
| | 17.01.63 | 05.05.63 | Total | 14.01.67 (b) | 21.01.72 | 01.77 | 01.78 | Total | 11.76 | 11.76 | Total |
| Ethnie du Sud-Togo | 20 | 12 | 27 | 20 | 20 | 16 | 16 | 38 | | | |
| Mina | 4 | 3 | 4 | 2 | 3 | 4 | 4 | 2 | 2 | 2 | 12 |
| Ewé, Wachi | 4 | 4 | 7 | 1 | 2 | 3 | 15 | 4 | 9 | 6 | 21 |
| Ahlon | 1 | 1 | 2 | 1 | 1 | 2 | 9 | 4 | 3 | 2 | 12 |
| Akposso | 1 | 1 | 2 | 1 | 1 | 2 | 4 | 3 | 2 | 1 | 1 |
| Ans | 1 | 1 | 2 | 1 | 1 | 2 | 1 | 2 | 1 | 1 | 1 |
| Pop. Kabyè et apparentés | 5 | 5 | 21 | 8 | 8 | 12 | 8 | 12 | 26 | 26 | 26 |
| Kabyè | 2 | 3 | 5 | 1 | 3 | 5 | 15 | 2 | 3 | 5 | 11 |
| Losso | | | 4 | 1 | 1 | 2 | 4 | 3 | 3 | 10 | 19 |
| Lamba | | | 2 | 1 | 1 | 2 | 1 | 1 | 2 | 2 | 4 |
| Autres populations du Nord | 4 | 3 | 16 | 5 | 5 | 9 | 16 | 9 | 16 | 16 | 16 |
| Moba | 1 | 1 | 3 | 1 | 1 | 1 | 3 | 2 | 3 | 4 | 4 |
| Anufom/Tchokossi | 1 | 1 | 6 | 1 | 1 | 1 | 6 | 2 | 2 | 1 | 1 |
| Kotokoli | 2 | 2 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 5 |
| Kabolié | | | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Bassar | | | 3 | 1 | 1 | 1 | 3 | 1 | 1 | 1 | 2 |
| Konkomba | | | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Peul | | | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Nago | | | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Tchamba | | | 2 | 1 | 1 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Divers | | | | | | | | | | | |
| Libanais | | | | | | | | | | | |
| TOTAL | 8 8 24 | 8 12 20 | 64 16 17 33 | 8 12 12 15 17 | 64 16 17 33 | 15 9 13 37 | 47 34 81 | 81 | 81 | 81 | 81 |

(a) données non exhaustives
(b) gouvernement du colonel Dédjo
(c) données complémentaires à celles de YAGLA - 1978

militaires, qui ont été parmi les principaux instigateurs du renversement du régime de S.Olympio. Cette présence de ministres kabyè, qui ira jusqu'à atteindre le nombre de 5 sur 12 ministres dans la formation gouvernementale du 21 octobre 1972, est une constante du nouveau régime. Les Moba restent toujours représentés en haut-lieu, mais les Anufôm cèdent la place à des Kotokoli (Mama Fousséni, leader historique de l'UCPN, et Djobo Boukari, député cutiste qui s'est entremis à l'ONU pour faire accepter le changement de régime après les événements de janvier 1963). Enfin les Bassar, administrativement mis dans la région de Kara depuis 1981, prennent le relai des Kotokoli, cautionnant ainsi l'hégémonie régionale qu'exercent les Kabyè et les populations qui leur sont apparentées. Avec les Moba et les Anufôm, les Kotokoli se sentent désormais parmi les mal aimés du régime...(26).

La sélection des élites locales, lorsqu'elle atteint un trop haut degré de contrôle et de manipulation, prête le flanc à l'accusation de tribalisme. Le président Ahidjo du Cameroun était ainsi soupçonné de favoriser, non seulement le Nord de son pays, mais plus précisément les élites foubé, et ceci au détriment des autres populations de la même région. La distribution des faveurs de l'Etat semble par contre suffisamment large au sein des élites ivoiriennes pour que le régime d'Houphouët-Boigny ne soit pas taxé de maux semblables et qu'on évoque en son pays une bourgeoisie nationale au singulier (27).

Conclusion

La dynamique du système politique togolais, caractéristique de la gestion des espaces pluri-ethniques, repose à la fois sur une très forte hégémonie (la victoire indiscutable du CUT en 1958, la prise du pouvoir par l'Armée en 1967) et sur la nécessaire redistribution du pouvoir et des richesses, qui lui sont liées, entre les divers groupes ethniques inscrits dans l'espace national (échec de S.Olympio, réussite jusqu'à présent du Général Eyadéma). En cela, l'Etat est contractuel, du moins par ses alliances tacites entre le chef de l'Etat et certains groupes, par ses dosages ethniques au sein des instances dirigeantes, etc. Cette évolution de l'Etat en Afrique résulte en grande partie d'une dynamique des espaces ethniques qui s'organisent autour de "capitales" régionales, s'articulent dans des ensembles régionaux plus constants, maintiennent leurs élites dans un

rapport étroit citadins - ruraux freinant l'émergence de classes sociales, placent le maximum de leurs ressortissants dans l'appareil de l'Etat, etc. L'Etat de nature non démocratique, est forcé au compromis s'il veut maintenir son unité et durer, sinon il sombre dans la tyrannie (Sékou Touré, Bokassa, Amin Dada) ou l'anarchie (Tchad). Mais les deux variables évoluent en sens inverse : plus le régime est conscient de sa force (grâce par exemple à sa nature militaire ou à un appui extérieur), moins il se trouve contraint au compromis avec ses partenaires internes. Une dérive autoritaire, qui peut l'isoler comme dans le cas de S. Olympio, peut alors se produire.

Notes de bas de page

- (1) Je préfère parler d'élites coutumières et non d'élites traditionnelles, afin d'éviter le dualisme traditionnel/moderne qui sous-entendrait que ces chefs n'accèdent pas aux moyens d'action modernes. Or de plus en plus, ceux-ci ont derrière eux une importante carrière administrative ou commerciale avant d'être intronisés et nommés. P. Alexandre nous informe par exemple qu'Issifou Ayéva, uro éso des Kotokoli du Tchaüdjo (région de Sokodé au Togo), était auparavant un transporteur aisé (Organisation politique des Kotokoli du Nord-Togo. CEA, t. IV, n° 14, 1963 : 269).
- (2) Théorie de l'Etat "sous-développé" qui, en définitive, se révèle "mou"; cf. J.-F. Médard : L'Etat sous développé au Cameroun. Année africaine, 1977 : 35-84 (éd. Pédone, 1978).
- (3) La recherche hégémonique telle que J.-F. Bayart l'a analysée à propos du régime du président Ahidjo (L'Etat au Cameroun. Paris : Pesses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1979 : 298 p.).
- (4) En référence au peuplement initial (les Adja de Tado) ; cf. N.-L. Gayibor : L'aire culturelle adjatado, des origines à la fin du XVIIIème siècle. Paris : Université de Paris I, 1985 : 1 306 p. (thèse de doctorat d'Etat).
- (5) CORNEVIN R. - Histoire du Togo. Paris : Berger-Levrault, 1969 : 389 ("Peuples d'Outre-mer", 3ème édition).
- (6) MARGUERAT Y. - Le capitalisme perverti ou cent ans de production de l'espace urbain à Lomé (Togo). Cahiers de l'ORSTOM, sér. Sci.hum., vol. XXI, n° 4, 1985 : 451-460.
- (7) Le Togo sous Eyadéma. Paris : Karthala, 1986 : 234.
- (8) 1986 : 25.
- (9) Une analyse conduite en termes de classes sociales est assurément prématurée : ce n'est point "le petit peuple" du Nord qui, en 1958, s'est prononcé en faveur du CUT comme le croit C.M. Toulabor (1986 : 36).
- (10) Arrestation massive de deux cents chefs traditionnels liés au PTP (TOULABOR, 1986 : 24).

- (11) Deux ministres sur huit, un Moba et un Tchokossi, font partie du premier et deuxième gouvernement de Sylvanus Olympio, mais non du troisième, ainsi que tient à le préciser W.S.O.Yagla : L'édification de la nation togolaise. Paris : l'Harmattan, 1978 : 215 p.)
- (12) Officiellement consécutive à une crise cardiaque.
- (13) Causée par une crise cardiaque, alors qu'il avait été placé en résidence surveillée ; la rumeur publique y vit une liquidation physique qu'une enquête d'Amnesty International ne parvint pas à élucider.
- (14) "Le conseil des ministres décide : les travailleurs ayant accompli 30 ans de service dans la Fonction publique sont mis à la retraite à partir du 1er avril 1985". La Nouvelle Marche, n° 1637, 29 mars 1985.
- (15) Ce qui donne pour les cinq préfectures du Centre du Togo (Tchaoudjo, Sotouboua, Tchamba, Assoli et Tchamba), un conseiller préfectoral titulaire pour 4 876 habitants et un conseiller municipal titulaire pour 1 353 citoyens.
- (16) Cette bipolarisation était particulièrement manifeste dans la composition du bureau régional du Rassemblement du Peuple Togolais (RPT) en 1978. Sur neuf membres que comporte cette instance, trois étaient de Didaüré et trois autres de Koma.
- (17) Les locuteurs du tèm, c'est-à-dire les vieilles souches du pays kotokoli, avant l'immigration, à partir du XVIIIème siècle d'éléments "manding".
- (18) Le bureau régional du RPT, mis en place en 1978, comprend exclusivement des enseignants de l'école publique et des employés des services de l'Etat.
- (19) BAYART J.-F. - Les sociétés africaines face à l'Etat, Pouvoirs, n° 25, 1983 : 25.
- (20) BARBIER J.-C, Jalons pour une sociologie électorale du Togo : 1958 et 1985. Lomé : ORSTOM, 18 p.
- (21) BAYART, 1983 : 30
- (22) 1986 : 242-243
- (23) En cela, le destin de Kara est parallèle à celui de Yamoussoukro en Côte d'Ivoire et à Franceville au Gabon.

- (24) LUCIEN-BRUN B. - La colonisation des terres neuves du Centre-Togo par les Kabyè et les Losso. Lomé : ORSTOM, 1974 : 293 p.
- (25) PILLET-SCHWARTZ A.M. - Les migrations rurales des Kabyè et des Losso (Togo), l'ère de la Nouvelle Marche. Lomé/Paris : ORSTOM/Laboratoire de Sociologie et de Géographie africaine (La 90), 325 p.
- (26) Le remaniement ministériel du 12 mars 1987 réintroduit cependant un ressortissant kotokoli au gouvernement, au ministère de l'Equipeement et des Postes et Télécommunications.
- (27) FAURE Y.-A., MEDARD J.-F. - Etat et bourgeoisie en Côte d'Ivoire. Paris : Karthala, 1982 : 270 p.